



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 01 Août 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

L'Algérie œuvre en permanence à attirer les investissements étrangers

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'Algérie œuvrait en permanence à attirer les investissements étrangers, compte tenu des opportunités offertes sur l'ensemble du territoire national.

L'Algérie s'attèle à attirer les investissements de pays frères et amis à l'image du Qatar, de la Turquie, de l'Arabie saoudite et de certains pays considérés comme alliés stratégiques à l'instar de l'Italie et autres, a précisé le Président Tebboune lors de sa rencontre périodique avec la presse nationale, diffusée dimanche sur les chaînes de radio et de télévision nationales, publiques et privées.



Rencontre périodique du président Tebboune avec le représentant de la presse nationale : L'Algérie, une puissance en Afrique et un pays de poids en Méditerranée

L'Algérie s'interdit toute ingérence dans les affaires des autres nations, prône le dialogue, les voies pacifiques et diplomatiques pour le règlement des conflits. Le président de la

République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que le sommet arabe prévu le mois de novembre prochain à Alger, sera une réussite.



[Le président annonce des augmentations de salaires : Tebboune instaure l'équité sociale](#)

Dans la rencontre périodique que le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accordé à des représentants des médias nationaux qui a été diffusée en soirée de ce dimanche, le chef de l'Etat s'est ainsi engagé à poursuivre sa démarche de relever le niveau de vie du citoyen et de préserver son pouvoir d'achat. «Il y a des revenus supplémentaires pour cette année, je m'engage donc à augmenter les salaires et l'allocation de chômage » a déclaré le chef de l'Etat. L'engagement du chef de l'Etat repose sur le fait que l'Algérie va encaisser une belle cagnotte en 2022 grâce à la hausse des prix du pétrole. En effet, les recettes en devises du pays devraient être à leur meilleur niveau depuis 2014.



[Loi de finances complémentaire 2022 : Forte hausse des dépenses publiques](#)

Une grande partie des dépenses vont à la couverture sociale de la population, assurance chômage, financement du déséquilibre des Caisses de retraite et de sécurité sociale, l'accès au logement, à l'éducation et à la santé. L'agriculture et le développement bénéficient d'enveloppes conséquentes.



[Après sa publication d'une note sur le dégel du commerce avec l'Espagne : Désavouée, l'Abef renvoyée aux «intérêts de ses adhérents»](#)

L'avis que l'Association a diffusé lui a valu la pique d'une source gouvernementale citée par l'agence de presse APS et une polémique dans les milieux d'entreprise concernés par des activités commerciales avec l'Espagne.

La dernière note de l'Association des banques et établissements financiers (Abef) faisant état de la levée du gel du commerce extérieur de l'Algérie avec l'Espagne a suscité une

incompréhension, mais surtout moult interrogations après qu'une dépêche de l'agence de presse officielle est venue démentir cette information. Dans sa troisième note sur ce dossier, datée de jeudi 28 juillet et adressée aux directeurs généraux des banques et établissements financiers, l'Abef leur a clairement signifié la reprise des domiciliations bancaires pour les transactions commerciales de et vers l'Espagne.



[Transactions commerciales : Le paiement électronique fait du surplace](#)

Le paiement électronique n'arrive pas à décoller. Une nouvelle échéance vient d'être donnée pour que ce mode de paiement soit généralisé à l'ensemble des transactions commerciales d'ici à la fin de l'année prochaine. C'est une décision prise dans le cadre du projet d'ordonnance portant loi de finances complémentaires (LFC) pour 2022.



[Arrêt des entreprises des oligarques](#)

[Le terrible sort des travailleurs](#)

Une situation pour laquelle l'Etat a prévu des mesures de compensations contenues dans la loi de finances complémentaire 2022, destinées à soutenir cette frange de la population.

Bien qu'incontournable, la lutte contre la corruption et la saisie des biens des oligarques a généré une situation inextricable dans le monde du travail. La perte de milliers d'emplois en un laps de temps qui ne se compte que sur deux années, a plongé des milliers de ménages dans les méandres d'une précarité sans précédent.



Commerce extérieur avec l'Espagne

L'Algérie n'a pas reculé

L'Algérie campe toujours sur ses positions de suspension du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération entre les deux pays, annoncées par la Présidence le 8 juin dernier.

La levée de la mesure de gel du commerce entre l'Algérie et l'Espagne, annoncée par l'Association des banques et des établissements financiers (Abef), jeudi dernier, ne signifie pas que l'Algérie a fait machine arrière. La crise n'est pas finie entre les deux parties. «Les allégations colportées, en ce moment, par certains médias, sur une prétendue reculade de l'Algérie concernant ses relations commerciales avec l'Espagne sont sans fondement, car aucune information officielle n'a été rendue publique à ce sujet par les autorités ou les institutions compétentes», souligne une dépêche de l'agence Algérie presse service (A.P.S).



Les salaires et la quadrature vicieuse du cercle

La confirmation par le président de la République des augmentations des salaires et des allocations chômage est une bonne nouvelle pour les ménages à quelques semaines de la rentrée sociale. On ignore leurs ordres de grandeur mais ils constituent en soi une aubaine pour que le pouvoir d'achat soit arrondi un tant soit peu en cette période de crise économique pénible obligeant le monde entier à plier ses genoux. Insuffler un léger mieux dans les salaires vient à point pour une large population qui a déjà l'esprit braqué sur une flambée des prix inouïe présagée de tous les frais scolaires se liguant et amplifiant la grande douleur des élémentaires et inévitables besoins, imposée par le marché des produits de première nécessité.



عقب إعلان الرئيس تبون رفع الأجور ومنحة البطالة

الجزائريون يتذوقون أولى ثمرات ارتفاع سعر المحروقات

بتحقيق أسعار النفط والغاز أرقاماً قياسية خلال السداسي الأول للسنة الجارية، بدأت بوادر الأرباح المالية تتعكس عبر قرارات تصب في صالح الجبهة الاجتماعية، متخذة من طرف أعلى السلطات في البلاد، ليحني الجزائريون بعض ثمار انتعاش المداخيل.

Seules les réunions du CPE

À l'exception des réunions consacrées au CPE (Conseil des participations de l'État), deux ou trois, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, ne convoque plus les membres du gouvernement pour les réunions hebdomadaires, et ce, depuis une quinzaine de jours. En fait, nous confie-t-on de source sûre, le gouvernement ne retrouvera son régime de travail habituel qu'après le retour du congé de la totalité des membres du gouvernement à partir de la deuxième quinzaine du mois d'août.



Les mesures qui préservent le pouvoir d'achat

Le contexte marqué par une fiscalité pétro-gazière revigorée, du fait de la hausse des prix des hydrocarbures, trouve toute son expression dans le projet de loi de finances complémentaire 2022.

En effet, le projet d'ordonnance portant LFC 2022 regorge de dispositions qui entérinent la consigne stipulant «ni nouveaux impôts ni augmentations» et veillent, ainsi, à la préservation des équilibres sociaux et du pouvoir d'achat des Algériens. Il est prévu dans le projet de LFC 2022 des recettes de 7 842 milliards de dinars et des dépenses de 11 500 milliards de dinars. Dans la loi de finances initiale, les recettes prévues se montaient à 5663 milliards de dinars, alors qu'il était prévu que les dépenses atteignent 9858 milliards de dinars. Tel que l'a exigé le Premier magistrat du pays, exit toute nouvelle taxe. Le projet de texte propose, au contraire, un lot d'exonérations et de mesures en faveur du contribuable. Il est, de la sorte, proposé la dispense des assignations à comparaître, mises en demeure et les significations de jugement de la taxe judiciaire de l'enregistrement, prévues par l'article 11 du projet de LFC. Beaucoup moins contraignante pour le «petit» contribuable, la LFC en attente de promulgation par ordonnance prévoit, par exemple, la suppression d'une autre controversée taxe, celle d'un montant de 1 000 dinars (dispositions de l'article 128 du code du timbre) imposée pour les déplacements par train ou par route vers les pays limitrophes des citoyens des wilayas frontalières et d'employés d'entreprises algériennes appelés à se rendre dans des chantiers ouverts dans les pays voisins. Cette mesure permettra d'accompagner le déploiement économique de ces entités à tra-

vers l'allègement des procédures administratives et des charges fiscales, estime le gouvernement.

Un coup de pouce pour la finance islamique

Un ensemble de mesures sont contenues dans le PLFC 2022. Celles-ci sont dictées par le souci d'harmoniser les dispositions du code de l'enregistrement. À l'exemple de l'article consacré aux acquisitions faites par les banques et les établissements financiers de biens immobiliers à usage d'habitation, au profit des particuliers, dans le cadre d'opérations de financement Mourabaha ou dans le cadre d'un contrat Ijara Mountahia Bitamlik, relevant de la finance islamique. Les nouvelles propositions de mesures portant sur le contrat Ijara Mountahia Bitamlik permettront aux banques et aux établissements financiers de bénéficier des mêmes avantages que ceux accordés en matière de la formule Mourabaha, tant en matière d'acquisition de locaux à usage d'habitation au profit de clients qu'en matière de liquidation de la taxe de publicité foncière, lors du transfert du bien de la banque ou de l'établissement financier vers le client, après expiration du délai du loyer. Étant donné que le contrat Ijara Mountahia Bitamlik est un contrat par lequel la banque ou l'établissement financier achète un bien immobilier et le met en location au profit d'un client avec option de transfert de propriété, la durée de la location est prise en compte par application de l'article 17 de l'ordonnance n°75-74 du 12/11/1975 portant établissement du cadastre

général et institution du livre foncier, qui prévoit l'exécution de la formalité de publicité foncière pour les baux de 12 ans et plus. Par conséquent, une taxe de publicité foncière est exigible en la matière, elle est de l'ordre de 0,5% calculé sur la somme des loyers.

Téléphones portables, matériels informatiques... des mesures qui soulagent

Les acteurs opérant dans les technologies de l'information et la communication trouveront largement leur compte dans le texte de loi de finances complémentaire 2022. Ainsi, il a été procédé à la suppression pure et simple de la taxe intérieure de consommation pour certains matériels informatiques frappés par la hausse des prix, et causant ainsi un écueil pour la numérisation engagée en Algérie. Dans le même chapitre de la numérisation, les commerçants sont tenus de se doter d'un terminal de paiement électronique (TPE) au plus tard au 31 décembre 2023. Pour les marchandises neuves ou usagées destinées à l'exercice d'une activité professionnelle, et non dédiées à la commercialisation en l'état, dont la contre-valeur est de 100 000 dinars, leur dédouanement est dispensé des formalités du contrôle du commerce extérieur et des changes, énonce l'article 22 du PLFC. Le dédouanement est soumis à une taxation forfaitaire au taux de 25% de la valeur de la marchandise.

Cession des logements sociaux, salariés des entreprises d'oligarques

En plus des téléphones portables et des matériels informatiques «destinés à l'usage personnel ou familial», désormais dispensés de la taxe forfaitaire, il est également



un chapitre qui devrait retenir également l'attention des contribuables puisqu'il a trait à la cession des logements du secteur public locatif à caractère social financés sur concours définitif de l'État. La cessibilité des logements sociaux, supprimée dans la loi de finances initiale, est réintroduite. Sont en effet cessibles «les logements du secteur public locatif à caractère social financés sur concours définitif de l'État, mis en exploitation à la date d'intervention de la présente loi» stipule l'article 32; d'une part «Tout occupant de logement du secteur public locatif à caractère social financé sur concours définitif du budget de l'État, désirant acquérir son logement, peut introduire une demande d'acquisition dans un délai qui ne saurait excéder le 31 juillet 2023», énonce le PLFC 2022.

Une autre nouvelle mesure permettra sans doute de soulager des milliers de salariés d'entreprises

dont les propriétaires ont eu ou ont encore mille à partir avec la justice. Cette mesure, comme l'explique le texte du PLFC, vise à encadrer le champ d'intervention de l'État, à l'effet de préserver les emplois menacés par l'extinction de la personne morale des entités économiques ayant fait l'objet de décisions définitives de justice, portant confiscation de leurs avoirs dans le cadre des affaires de corruption, et ce, afin de permettre à ces travailleurs de bénéficier de l'assurance chômage et de la retraite anticipée, dans le cadre des dispositifs législatifs existant, régissant la perte d'emploi pour des raisons économiques. Cette mesure permettra notamment de garantir à ces travailleurs une indemnisation, le rachat des cotisations de sécurité sociale, les contributions d'ouverture de droits auprès de la CNAC et de la CNR à la charge de l'employeur.

Azidine Maktour

Importation

Du nouveau pour la revente en l'état

El-Houari Dilmi

Le gouvernement vient de desserrer l'étouffement autour des importations de biens et services, bloquées depuis plusieurs mois pour préserver les devises fortes du pays.

En effet, après un réexamen des

besoins du marché national, décision a été prise de lever l'interdiction d'importation de certains biens et services après consultation des opérateurs économiques et les différents acteurs du commerce extérieur.

Il s'agit de produits classés sous la

position tarifaire «autres», c'est-à-dire les produits à la classification inconnue interdits d'importation depuis le mois d'octobre dernier, comme certains intrants industriels et meubles, désormais autorisés à l'importation pour couvrir les besoins du marché national.

COMMERCE EXTERIEUR

Les banques tenues d'évaluer les risques pour en diminuer l'impact

Les banques et établissements financiers sont tenus d'évaluer les risques relatifs au commerce extérieur et de fixer les mesures nécessaires pour les atténuer, en vertu d'une nouvelle instruction de la Banque d'Algérie publiée jeudi dernier. Dans l'instruction n° 2-2022 signée par le gouverneur de la banque centrale, Salah-Eddine Taleb, il est indiqué que «pour la domiciliation des opérations de commerce extérieur, il incombe aux banques intermédiaires agréées d'évaluer les risques inhérents», tenant compte notamment, poursuit la même source «de la qualité des contreparties commerciales, et de fixer les mesures appropriées pour l'atténuation de ces risques». Cette instruction relative à la gestion des risques en matière de domiciliation des opérations de commerce extérieur prend effet à compter de la date de sa signature, soit le 28 juillet dernier. Elle abroge l'instruction n° 05-2017 du 22 octobre 2017 fixant les conditions particulières relatives à la domiciliation des opérations d'importation de biens destinés à la revente en l'état. La nouvelle instruction de la Banque d'Algérie rappelle que le Règlement n° 07-01 du 3 février 2007 modifié et complété, relatif aux règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devise, avait notamment fixé le cadre de traitement des opérations de commerce extérieur que les banques intermédiaires agréées doivent observer. «Les procédures et systèmes internes des banques intermédiaires agréées, reflétant les dispositions du règlement n° 07-01 sus-visé, doivent respecter les prescriptions du règlement n° 11-08 du 28 novembre 2011 relatif au contrôle interne, en particulier en ce qui concerne la gestion des risques qui relève de la responsabilité des banques et établissements financiers», ajoute le document.

TAUX DE CHANGE

Le dinar face aux devises

Hier 31 juillet 2022, un euro s'échangeait contre 148,85 dinars à l'achat et 148,92 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle de change, l'unité de cette même monnaie s'échangeait toujours dans les environs de 208 dinars à l'achat et à 210 dinars à la vente.

Le dollar américain sur le marché officiel de change restait dans les cotations de ce dimanche à 145,45 dinars à l'achat et 145,46 dinars à la vente. Sur le marché parallèle, il était proposé par les cambistes dans les environs de 203 dinars à l'achat et 205 dinars à la vente.

Taux de change du dollar canadien et de la livre sterling

Pour ce qui est du taux de change de la livre sterling, un seul pound s'échange contre 177,63 dinars à l'achat et 177,72 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle, l'unité de cette monnaie reste encore plus chère, s'échangeant contre 242 dinars à l'achat et 245 dinars à la vente.

Enfin, pour ce qui est de la monnaie canadienne, un dollar canadien est proposé ce dimanche 31 juillet 2022, dans les cotations officielles, contre 113,65 dinars à l'achat et 113,70 dinars à la vente. Sur le marché parallèle de change, le dollar canadien s'échange durant cette même journée contre 150 dinars à l'achat et 153 dinars à la vente.

دعا لفتح حوار اجتماعي .. بودربة نور الدين لـ"المساء" الزيادة في الأجور ومنحة البطالة قرار يجب حساب للرئيس تبون والدولة

المتحدث، فرار الرئيس بالتوجه الإيجابي القابل للتأمين بحوار اجتماعي يفضي إلى اقتراحات بناءة للمساهمة في هذا التوجه، سيما وأن هناك فئات تنتظر حلولاً، وخص بالذكر فئة المتقاعدين، وعمال القطاع الاقتصادي البالغ تعدادهم 3.2 مليون بين القطاع الخاص والعام، والذين لم يستفيدوا من زيادات في الأجور.

وطالب المتحدث الديوان الوطني للإحصائيات، بتقديم إحصائيات ذات الصلة بالملف الاجتماعي وسيما المتعلقة بالوضعيات الخاصة بالسندوق الاجتماعي، كالصندوق الوطني لضمان الاجتماعي للعمال الأجراء، والصندوق الوطني للعمال غير الأجراء، والصندوق الوطني للتقاعد، والصندوق الوطني لتأمين على البطالة، حتى يستطيع الشركاء الاجتماعيين تقديم اقتراحات عملية.

وفيما يتصل بمنحة البطالة، قال بودربة إن تحيينها أمر مهم، وأن الجزائر الدولة الوحيدة إفريقيا التي تقر هذه المنحة، مؤكداً على ضرورة وضع مقاربة شاملة ومتكاملة حول الملف، مستدلاً بوجود 80% من العمال في القطاع الاقتصادي ممن انتهت عقودهم، ولا يستفيدون من هذه المنحة.

وخلص في الأخير للقول، إنه يجب دعم الحوار الاجتماعي والتفكير فيه من أجل إيجاد حلول ومقاربات تعالج الإشكاليات الاجتماعية وفق نظرة واقعية ومستديمة وليست مؤقتة.

اصتبر المختص في السياسات الاجتماعية، نور الدين بودربة، الزيادات المرتقبة في الأجور ومنحة البطالة، التي جند رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، الالتزام بإقرارها قرار جيد يحسب له وللدولة، معرباً عن أمله أن تكون الزيادات مؤثرة في تحسين القدرة الشرائية، داعياً إلى مرافقة الإجراءات بحوار اجتماعي مع مختلف الشركاء الاجتماعيين، مع وضع مقاربة شاملة للملف البطالة.

شريفة عابد
وتعد الزيادات التي أعلن عنها رئيس الجمهورية، خطوة أخرى في مسيرة التكفل بمطالب الجبهة الاجتماعية، حيث كان قد أقر زيادات منذ بداية السنة، حيث رصدت الحكومة لرفع الأجور 400 مليار دج، و145 مليار دج لمنحة البطالة، عبر قانون المالية لسنة 2022 في نص المادة 31 منه.

وقد استفاد من الزيادات الماضية 2.7 مليون موظف راجعت نقطتهم الاستدلالية، كما ضخّت زيادات بقيمة 34 مليار دج لمنح المتقاعدين الذين يزيد عددهم عن 3 ملايين.

وفي هذا السياق، ثمن المتحدث لـ"المساء"، قرار رئيس الجمهورية الزيادة في الأجور ومنحة البطالة، أملاً أن تكون زيادات معتبرة لتجاوز الآثار السلبية التي خلفتها الجائحة، فضلاً عن الزيادات التي عرفتها أسعار الغذاء في السوق العالمية، ووصف

أبرزها زيادة الأجور ورفع التجميد عن المشاريع ..

هذه خطة الاستغلال الأمثل لفائض الميزان التجاري

قدم المحلل الاقتصادي، سليمان ناصر، شروحات تتعلق بالفائض المسجل في الميزان التجاري والطرق الأنجع لاستغلاله أحسن استغلال. واستنادا على الإحصائيات الجمركية المتعلقة بالصادرات الجزائرية خلال السداسي الأول من السنة الجارية، قال سليمان ناصر إن الفائض التجاري المسجل قدر بحوالي 5.7 مليار دولار، حيث بلغ إجمالي الصادرات الجزائرية خلال السداسي الأول من السنة الجارية 25.92 مليار دولار بعد أن سجلت 17.48 مليار دولار خلال نفس الفترة من السنة الماضية، أي بزيادة 3،48%، مقابل واردات بـ 20.22 مليار دولار.

بأي وسيلة يجب أن لا يسبب نقصاً للسلع المصنّعة في السوق الوطنية.

وقال بعملية حسابية بسيطة، إذا تحقق رقم 54 مليار دولار صادرات محروقات و 7 مليار خارج المحروقات فستصل الصادرات إلى 61 مليار دولار، وحتى لو حققت الجزائر (في ظل كبح الواردات) رقم 34 أو 35 مليار دولار واردات، فالفائض التجاري قد يصل إلى حدود 25 مليار دولار، وهذا الفائض في جزئه الأكبر قد تحقق في ظل ظروف جيوسياسية معينة، وأنه يجب التفكير في الاستغلال الأمثل لهذا الفائض بعيداً عن تكرار أخطاء الماضي. وفي السياق، أكد المحلل الاقتصادي سليمان ناصر أن استغلال هذا الفائض لا بد أن يكون في ثلاثة أشياء بالترتيب وحسب الأولوية. أولها تمويل العجز الكبير في موازنة هذا العام، تحسين معقول ومقبول للأجور، ورفع التجميد عن المشاريع التي تم تجميدها مع بداية كورونا وانهبان أسعار النفط خاصة المستشفيات.



نسمة عجاج

وأكد البروفيسور سليمان ناصر في تعليقه الاقتصادي عناصر لا بد من التفريق بينهما في الحديث عن الفائض المسجل في الميزان التجاري للسداسي الأول من السنة الجارية. أولها أنها ارتفعت إلى 22.42 مليار دولار، وهو ما يعني أن هذه الصادرات إذا استمرت بنفس الوتيرة الحالية في ظل استمرار الحرب الروسية الأوكرانية ستصل إلى حوالي 45 مليار دولار، لكن الرقم يبقى بعيداً عن توقعات الرئيس المدير العام لمجمع سوناطراك توفيق حكار، والذي توقع تحصيل 54 مليار دولار في نهاية هذه السنة، وهو الرقم المرهون بزيادة الطلب على الطاقة أو حدوث تطورات أخطر في الحرب الروسية الأوكرانية.

التحدي والمواصلة على هذه الوتيرة أو رفعها لأن ما يزال أمامنا الكثير لتحقيقه مقارنة ببلدان عربية وإسلامية، مؤكداً أن أولى الخطوات في الاتجاه الصحيح، غير أن كبح الواردات مقابل تحقيق الزيادة في الفائض التجاري يجب أن يراعي حاجة السوق الوطنية التي تنقصها سلع ضرورية ومهمة للمواطن، كما أن زيادة الصادرات

وتابع سليمان ناصر بأن تحقيق الصادرات خارج المحروقات مداخل بـ 5 مليار دولار، تجعل بلوغ 7 مليار دولار وهو الهدف المسطر لهذه السنة قابلاً للتحقيق، ويبقى

عقب دخول قانونها حيز التنفيذ

إعفاءات جمركية وضريبية.. هكذا تنشأ المناطق الحرة

للمتعاملين تصدير واستيراد السلع والخدمات بكل حرية حسب النظام الجبائي والنظام الجمركي ونظام الصرف، مع وجوب أن لا يتجاوز تصريف السلع الواردة من المنطقة الحرة إلى الإقليم الجمركي نسبة 20 بالمائة من رقم الأعمال لكل منتج أو سلعة أو خدمة.

وعرج القانون، على نظام التشغيل في المناطق الحرة، ملزما الهيئة المستخدمة التصريح بالمستخدمين ذوي الجنسية الأجنبية العاملين، فيما تخضع علاقة العمل بين الأجراء والمتعاملين المتواجدين في المنطقة الحرة، لعقود عمل مبرمة بحرية بين الطرفين، على أن تبقى اليد العاملة الوطنية خاضعة للتشريع الوطني في مجال الأعباء الاجتماعية والضمان الاجتماعي. ■ ع.ع

والاقتطاعات، ماعدا الحقوق والرسوم المتعلقة بالمركبات والسيارات السياحية. وحدد القانون الأموال التي يتم بها الاستثمار في تلك المناطق، وذكر "يجب أن تكون الاستثمارات التي بنجزها الأشخاص المعنويين غير المقيمين برؤوس الأموال بواسطة العملات القابلة للصرف المسعرة رسميا من طرف بنك الجزائر الذي يثبت قانونا استيراد هذه العملات أو يثبتها بنك تجاري معتمد"، كما يمكن وفق النص القانوني "للأشخاص المعنويين المقيمين استثمار رؤوس أموال في المناطق الحرة بعملة أجنبية قابلة للتحويل أو بالدينار القابل للصرف".

وأشار المصدر إلى وجوب أن تكون المبادلات التجارية بعملة أجنبية قابلة للتحويل مسعرة رسميا من بنك الجزائر، ويمكن

فيها. ونبه القانون أنه في حال أنشئت المنطقة على أملاك وطنية تابعة للدولة، فإن مجموع الأملاك العقارية التي تشملها تصنف "ضمن الأملاك الوطنية العمومية الاصطناعية". وتناول الفصل الثاني من القانون امتيازات المناطق الحرة وتسييرها، حيث ورد في المادة السادسة منه "يمنع امتياز تسيير المنطقة الحرة مقابل إتاوة يجب دفعها لدى إدارة الأملاك الوطنية، ويخضع المتعامل المكلف بتسيير المنطقة الحرة للتشريع والتنظيم الخاصين بالجمارك والصرف والبيئة والتشغيل والضمان الاجتماعي. وأكد القانون أن "النشاطات التي تمارس في المنطقة الحرة معفاة من جميع الحقوق والضرائب والرسوم

حدد قانون وقع عليه الرئيس عبد المجيد تبون، القواعد المنظمة للمناطق الحرة، ويضمن النشاط في هذه المناطق سواء أكان صناعيا أو تجاريا أو لتقديم الخدمات عددا من الامتيازات، حيث يتم إعفاء النشاطات التي تمارس فيها من جميع حقوق الضرائب والرسوم والاقتطاعات ذات الطابع الجبائي وشبه الجبائي والجمركي. وورد في القانون الذي نُشر في السعد الأخير من الجريدة الرسمية، أن "المناطق الحرة هي فضاءات محددة ضمن الإقليم الجمركي، حيث تمارس بها نشاطات صناعية وتجارية وتقديم الخدمات، ويتم إنشاؤها بموجب مرسوم تنفيذي، يحدد موقعها الجغرافي وحدودها ومساحتها ومكوناتها وسيرها وطابعها والنشاطات المرخص ممارستها



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)

[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger